



## **Communiqué du Conseil scientifique du CNRS,**

### **Suite aux déclarations télévisées de la ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation le 14 février 2021 sur l'antenne CNews et le 16 février sur celle de l'Assemblée nationale.**

Le CS du CNRS réprovoque les propos de la ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation affirmant que « l'islamo-gauchisme gangrène l'université » et annonçant qu'elle va confier une enquête au CNRS puis à l'Alliance Athéna. Quelles que soient les compétences des instances auxquelles elle s'adresse, une telle demande n'est pas acceptable car elle relève davantage d'une visée politique dont l'objectif serait de « distinguer ce qui relève de la recherche académique de ce qui relève du militantisme et de l'opinion » que d'un réel questionnement scientifique.

Le CS exprime avec la plus grande fermeté son opposition à ces déclarations qui jettent l'opprobre sur le monde universitaire et vont à l'encontre du principe constitutionnel de garantie des libertés académiques et dénonce, comme l'a fait la direction du CNRS dans un communiqué rendu public le 17 février, la « regrettable instrumentalisation de la science » à l'œuvre dans le débat politique en cours.

Le 19 février 2021

Adopté à l'unanimité